

KANGURA

KANGURA MAGAZINE - VERSION INTERNATIONALE

N°7

100 FR. A

UWI RIGAMIJE GUKANGURA NO
KURENGERA RUBANDA
NYAMWINSHI.

K023 3601

POUR LA TROISIEME FOIS, LE REGIME DU MAJOR BUYOYA
SABOTE UNE RENCONTRE AVEC LE PALIPEHUTU.



LE FRONT COMMUN
DES BAHUTU:
UNE NECESSITE
ABSOLUE.

LA POLITIQUE DE LA PEUR ET
DE LA CONFUSION.

LA GRIFFE-IJANJA DANS
LE COLLIMATEUR DES
INKOTANYI.





«MALHEUR A CEUX QUI BAILLONNENT LEUR PEUPLE» (Thomas SANKARA)

Les événements qui se déroulent actuellement dans le Nord-Est du Zaïre, en Uganda, au Burundi sont attisés par la coalition sans frontière de tous les Tutsi. Partout, surtout dans cette région des Grands Lacs, le Hutu est menacé. Les évidences conséquentes de ces événements nous demandent par ailleurs d'être plus radicaux, objectifs dans les analyses, actifs et attentifs dans le temps et dans l'espace.

Sans rappeler l'Histoire, la guerre que les Inkotanyi ont imposé aux paisibles Hutu du Rwanda en particulier, et qui dure plus d'une année, ne doit pas l'être pour longtemps encore. En réalité, l'Uganda est d'une immense participation dans cette sale guerre. Le Burundi cherche quant à lui à créer un autre foyer de guerre vers le Sud du Rwanda. Ce sera là une autre façon d'attaquer le pays des Mille Collines, si le régime de Buyoya offre des camps d'entraînements et envoie des hommes gonfler les troupes des Inkotanyi depuis octobre 1990 jusqu'à ce jour. Mais la politique de bon voisinage du Président Habyarimana est maintenant à son heure d'affirmer qu'elle s'est opérée avantageusement à l'égard des voisins Buyoya et Museveni au détriment de Habyarimana lui-même. N'est-ce pas lui qui a contribué à l'accession de Museveni au pouvoir en Uganda ensuite à celle de Buyoya au Burundi. Mais quelle a été leur gratitude ?

La coalition des Tutsi qui a pour but la domination des Hutu de la région des Grands Lacs doit sans cesse être contrée avec détermination. De même que les Tutsi mettent

à terre le problème de nationalité dans leur coalition, les Hutu devront faire autant en vue de former une armée qui puisse faire revenir les Tutsi à la bonne raison. A quand alors les Promoteurs ? Voilà une question capitale.

Au Burundi la peur est on ne peut plus grande. La technique de l'apaiser est cependant comme celle employée peu après les événements de Ntega et Marangara. Le Président Buyoya est plus que jamais en train d'hypnotiser la masse Hutu par un vote référendaire de la nouvelle Constitution qui aura lieu en mars prochain. Il vous en souviendra que la Charte de l'Unité Nationale des Burundi a été votée parce qu'il y avait eu des événements sanglants de 1988. Encore une fois, après les événements de novembre 1991, un référendum !

Qu'est ce que cela puisse traîner ? Eh bien ! Sans nul doute, la constitution sera entre guillemets élue d'une façon référendaire. Mais elle aura été étudiée et mise à jour par le Parti unique qui tient les rênes du pouvoir à Bujumbura.

Le fait de refuser que la Constitution soit étudiée dans une politique pluraliste prouve à elle seule que les actions et allocutions du Major-Président Buyoya ne riment pas du tout à une cohabitation paisible entre Hutu et Tutsi, puisque ce que la population burundaise votera en mars prochain n'est autre chose qu'une Constitution qui corrobore la supplantation des Tutsi sur les Hutu. Il est clair que dans cette constitution, les conditions de formation et le champ de manœuvre des partis sont tellement limités qu'il sera difficile de distinguer le Burundi monopartite du Burundi multipartite.

La peur est plus ressentie par la jeunesse tutsi que tous les autres.

Elle trouve mieux que quiconque que leur devenir est en plein désarroi et par ce fait condamne ses élites. C'est ainsi que 17 sur 20 Tutsi de 18 à 26 ans interrogés par un de nos neuf collaborateurs de Bujumbura ont tenu à dire que le pouvoir au Burundi finira par changer de camp. C'est-à-dire qu'il sera aux mains de la majorité.

Cette jeunesse croit qu'elle subira subséquemment les méfaits des erreurs génocides commises par leurs frères aînés depuis 1964. Les autorités, stipule cette jeunesse interrogée, sont en train de tailler un avenir ténébreux pour leurs enfants. Si ces autorités continuent à massacrer les Hutu et que demain les choses tournent à leur avantage, ne vont-ils pas se venger ? Et qui va payer les pots cassés ? N'est-ce pas la jeunesse tutsi ? Cependant cette jeunesse ne devrait pas s'inquiéter outre mesure. Je crois personnellement qu'une fois les choses venant à se normaliser; quand la justice sera rendue, il n'y aura pas de vengeance. La majorité possède entre autres qualités, le fait de ne pas avoir le faible pour le massacre de la minorité.

Au lieu de pratiquer la politique de l'Autriche, le Président Buyoya devrait entrer immédiatement en contact avec les leaders des partis Hutu. Ensemble, ils débattront de cet épineux problème ethnique et chercheront une solution. Il est inutile de se prétendre chancelier de l'unité nationale alors que la réalité est toute autre.

C'est en quelque sorte introduire le mensonge, semer la haine et la division. Si Buyoya reconnaît que le Burundi est composé de trois ethnies à savoir les Hutu, les Tutsi et les Twa, il doit admettre aussi que ces 3 ethnies partagent (au sens strict de partager) le pouvoir tant civil que militaire.

K023 3603**LETTRE OUVERTE A :**

**Son Excellence le Major
Pierre BUYOYA
Président de la Républi-
que Burundaise
BUJUMBURA**

**Excellence Monsieur le
Président,**

Au début de votre ascension à la magistrature suprême de votre beau pays le Burundi, les burundais ont salué votre arrivée comme un vif soulagement. Vos discours ont scandé plus que par le passé l'unité nationale et pendant que nous attendions le renouvellement constant de la Concordance nationale, hélas nous n'avons cessé de regretter la recrudescence de conflits ethniques comme par le passé. Les troubles sanglants ont été réédités et nul n'ignore la haute responsabilité de votre Armée dans ces génocides. Nous sommes au regret de porter à votre connaissance que hormis ceux qui ont des intérêts à défendre au sein de votre pays, plus d'un convient de noter que les relations inter-ethniques se dégradent sans cesse et risquent même de connaître leur niveau le plus bas sous votre règne.

En effet, deux éléments viennent nous plonger dans cette rêverie. Le multipartisme et la guerre dans un pays voisin et frère le Rwanda. Tout le monde est d'accord que votre pays

Edito suite Page 2.

Le Président burundais doit être sincère avec lui-même et mettre en pratique la décision qu'il a prise d'instaurer le multipartisme sans condition aucune. Le Burundi n'est pas un îlot. Pourquoi le vent de la démocratie qui souffle sur le monde épargnerait-il le Burundi ? Ce pays n'est pas aussi puissant que l'Afrique du Sud ou Israël. Les autorités de ces pays n'ont-elles pas accepté de s'asseoir avec ceux qui ne parlent pas le même langage à la table de négociation et voir ensemble comment ils vivront en paix ?

Issa NYABYENDA

veut, par le biais de son projet de Constitution, adopter le pluralisme politique. Mais d'aucuns pensent que les conditions déjà posées pour embrasser le processus démocratique sont inacceptables et entravent déjà le flambeau du multipartisme intégral. Ce projet de constitution qui doit normalement être voté en mars 1992 devrait être l'œuvre de tous les partis politiques. Ce serait donc, dans l'intérêt de toute la population burundaise, idéal de la suspendre jusqu'à ce que toutes les formations politiques en voie de création aient terminé de s'implanter. Il s'agit, contrairement à vos chantages du régime, de faire marche arrière aussi longtemps que ce n'est pas une telle constitution souhaitée à cor et à cri par les leaders des partis. L'exemple n'est pas loin. Regardez ce qui se passe dans les pays africains à commencer par les pays limitrophes. Partout, une constitution mise en place par le parti politique au pouvoir fait l'objet de grandes contestations. Dans tous les cas, dans un pays comme le Burundi où la majorité est longtemps écartée du pouvoir, les attentes ne devraient pas prendre trop de temps pour se clarifier. Nous vous écrivons cette lettre pour vous demander de revoir cette politique en adoptant une vision des choses plus réaliste et qui tient compte des intérêts du menu peuple que votre régime n'a cessé de frustrer, de brimer, etc... Le multipartisme à lui seul doit éprouver les autorités burundaises en entier et prouver suffisamment le thermomètre de la démocratie qu'elles attendent apporter à leur peuple.

Nous demandons donc à votre Excellence de revoir comment rassurer vos citoyens de l'implantation du pluralisme politique en profondeur sans en faire un objet d'intentions alors qu'en réalité il n'en est rien. Ce serait donc bon de joindre l'acte à la parole et de jouer le rôle de libérateur du menu peuple, une mission que vous vous étiez assigné dans les premières heures de votre ascension au poste de Président de la République, de Commandant en Chef des Forces Armées Burundaises et tant d'autres fonctions qui font de vous le responsable N° 1 de

tous les changements qui doivent s'opérer au Burundi. À ce sujet, nous vous prions Excellence Monsieur le Président, d'arrêter cette sinistre mémoire dans l'esprit de tout ce qui entend parler du Burundi. Votre pays longtemps endeuillé par des tueries sanglantes et barbares contre le peuple Hutu est toujours à la «une» des journaux.

Chaque année, le Burundi se fait parler et la cause injuste perpétrée contre l'ethnie hutu finira par se retourner contre ceux qui la minimisent dans les cœurs déjà réchauffés des jeunes générations. En prétendant donc aider le peuple burundais à œuvrer pour la paix et l'unité nationale, ce dernier apprend chaque jour comment venger ses victimes et il est temps que cette politique de suspicion cesse en faveur du plus grand nombre. Vous avez pris les devants pour présider aux destinées du Burundi, autant donc prendre réellement la relève avant qu'il ne soit tard.

Quant à la guerre que mène le Rwanda sur le front vers l'Ouganda, elle ne devrait pas servir de raison pour continuer à envenimer les relations rwando-burundaises afin de déclencher un conflit armé. Notre peuple aspire à la paix. Les autorités prennent sagement les décisions et veulent à tout pris que l'harmonie, le dialogue et la complémentarité continuent à régner en Afrique Centrale et dans notre sous-région des Grands Lacs. Nous souhaitons que le peuple burundais sache de quelle manière son frère du Rwanda est éprouvé. Il serait intéressant donc de lui faciliter la tâche. Toute action menée contre le Rwanda est pour nous une provocation. Nous aimerions que le peuple burundais cesse de nous prendre comme des enfants. Et c'est dans cette unique optique que nous pourrions développer nos pays amis et frères.

Excellence Monsieur le Président, nous restons attentifs à vos efforts de paix et d'unité nationale. Mais le chemin est encore très long non seulement pour le peuple burundais mais pour tous les habitants de la sous-région. Je vous remercie.

KANGURA.

BURUNDI : QUANT LA MINORITE DOMINE LA MAJORITE !

Il est temps que les Hutu prennent conscience des menaces qui pèsent sur eux. C'est un fait indéniable de l'histoire récente dans nos pays d'Afrique Centrale, point n'est donc besoin de s'y attarder. Quand la minorité domine la majorité comme c'est le cas au Burundi ou en Ouganda, l'on peut se permettre d'un peu de tout et tout mettre incessamment sur le dos des innocents. Même au Burundi, l'on ignore pas que la vérité finit par triompher, si je me réfère au communiqué de presse du Gouvernement Burundais du 7 Janvier 1992 sur la conférence de presse tenue le 03 Janvier 1992 à Bruxelles par Filip Reyntjens et de ceux qui ont reçu le mandat d'enquêter sur les derniers événements sanglants au Burundi. Mais la mise au point du Gouvernement Burundais n'a pas pu balayer la honte sur son propre visage. C'est difficile de cacher sa vraie image pendant qu'on a réellement trempé dans des faits aussi troublants. F. REYNTJENS et E. Brigitte ont donc fait leur rapport et cela n'a étonné personne quand nous avons appris que le Gouvernement du Burundi n'a pas cru à la lettre son contenu.

Mais des juristes de formation, compétents et intègres ne pouvaient être trompés et manipulés par les témoins d'un régime fort excellent dans les tueries intestines et sauvages, menées de façon barbare contre une ethnie désarmée, victime d'être seulement numériquement forte pour imposer la loi de la démocratie, dans un pays où la minorité ne fait que chanter l'unité nationale, pour aveugler les masses paysannes et mieux agir à son encontre dans le prétexte de veiller à cette même unité.

Mais quelle mise au point du Gouvernement si ce n'est donc cette façon de «kwikurayo» ou de feindre. Tout est connu. Et nul ne peut aujourd'hui prétendre ne pas savoir ce qui se couve au Burundi. L'ethnie tutsi n'a qu'un seul rêve : anéantir complètement les hutu et les neutraliser afin de s'assurer plus longtemps encore de régner sur cette république soeur du Rwanda ! Ce qui s'est passé au Rwanda n'est jamais in-

perçu, delà, ils ont sans cesse tué en 1965, en 1972, en 1988 et en 1991 sans compter de multiples incidents et diverses circonstances par lesquelles les hutu perdent continuellement la meilleure élite. Craignant désespérément que la majorité excède au pouvoir.

Cependant, je suis fatigué de prendre connaissance des plans tutsi pour éliminer systématiquement l'ethnie hutu tels le plan de colonisation tutsi de l'Afrique centrale (1962), le plan Eléphant de 1968 et dont l'auteur est Arthémon Simbananiye et tout récemment le plan NDIKADO (Colonels NDIHO et KADOYI) au Burundi toujours, dans le but d'exterminer l'ethnie hutu.

Seulement les missions diplomatiques accréditées au Burundi semblent se taire. L'on a tendance à croire qu'elles assistent impuissamment à cet état de choses non moins enviable; c'est vrai, il est grand temps que l'opinion internationale en fasse de plus larges échos sur ces génocides perpétrés au Burundi et tentent de ramener les autorités à la raison et à la modération. La Voix de la Révolution du Burundi parle sans cesse de Charte de l'Unité Nationale, d'Unité Nationale, tel est le meilleur slogan burundais, le refrain à toutes les chansons pour abêtir les masses, étant donné que ce qui est radiodiffusé et écrit dans les journaux par rapport à ce qui se fait réellement n'a pas de commune mesure.

Ironie du sort mais aussi moyen d'attiser éternellement haines, rancune et mépris.

Les conditions inacceptables posées par le Gouvernement Burundais pour adopter le multipartisme au Burundi ne sont plus à mettre en doute. Le Rapport de la Commission Constitutionnelle sur la Démocratisation des Institutions et la Vie politique au Burundi en dit long. L'article 52 du projet de constitution tel qu'il a été largement diffusé dans le quotidien burundais d'informations «LE RENOUVEAU» samedi le 18 Janvier 1992 est clair. Mais tout le monde est inquiet. Le processus de démocratisation des

institutions au Burundi et le multipartisme risquent d'être de vains mots, si nous tenons compte de toutes les dispositions légales en vigueur, non seulement sur le système des partis politiques mais aussi sur les missions assignées au Conseil de l'Unité Nationale. La minorité au pouvoir au Burundi a les raisons, les motifs et les prétextes de se saisir de n'importe quel Burundais de souche hutu pour freiner un vrai processus démocratique. Une police secrète et des escadrons de la mort sont mis en place au nom de l'Unité Nationale.

Si le nombre est roi dans la démocratie, les hutu du Burundi devraient conquérir le pouvoir par les urnes. Mais, vu ce qui se prépare, ils ne seront pas facilités dans cette tâche. Par contre, ils risquent d'être plus frustrés, davantage plus persécutés qu'auparavant. Ils vont être plus que par le passé plus brimés et privés de leur plein épanouissement. Mais quelles élections? Certes, le mode de scrutin électoral est déjà tronqué. Attendons toujours.

Avec 15.000.000 âmes, le peuple bantou est bien représenté en Afrique Centrale. Je ne comprends pas pourquoi la race hamite prétend avoir plus de droit sur nos terres alors qu'on nous apprend qu'elle se serait installée très tard dans la sous-région. Tout changera avec la volonté des hommes. Dans l'entretemps, chacun de nous y mettra du sien.

Comme l'éditorial de «LE RENOUVEAU» du 18 Janvier 1992 le souligne : «Une commission de 35 membres (sages) a étudié et proposé des institutions qui conviennent à notre pays, compte tenu de sa situation propre, de ses spécificités, de son passé, de ses aspirations et du meilleur avenir que nous projetons». Pourquoi chercher à aller plus loin ! c'est sur cela que nous devons nous en tenir et nous interroger. Plaise à Dieu que la suite puisse se démarquer des sinistres souvenirs qui minent le passé de ce pays !

LE DIFFICILE APPRENTISSAGE DE LA DEMOCRATIE

Lorsque Périclès organisa la démocratie à Athènes (gouvernement où le peuple exerce sa souveraineté) il ne savait pas encore que près de 25 siècles après l'Afrique allait à son tour briser le cordon ombilical qui la reliait aux institutions dictatoriales et autocratiques.

Cependant l'exercice de cette démocratie se heurte à des réticences inconscientes de la part d'un peuple trop longtemps maintenu dans l'obscurantisme le plus absolu et le plus rétrograde.

Au Rwanda par exemple le multipartisme ne semble guère intéresser les masses paysannes. Ainsi un tel répondra que son adhésion au MRND est dictée par le souci d'obéir aux injonctions des autorités locales ou qu'il ne voit pas la nécessité de changer de camp. Un autre préférera le MDR puisqu'il se rappelle tout naïvement de l'ancien MDR PARMEHUTU qui l'a libéré du joug féodo-colonial ou parce que sa pulsion l'incite à suivre aveuglément l'exemple d'un voisin. Un troisième considérera le PSD, le PDC, le PSR ou une autre formation politique comme son parti favori suite à d'autres considérations irrationnelles et très peu objectives.

Seuls les militants (tutsi) du PL - même de condition modeste - comprennent et clament en coulisse le bien-fondé de leur appartenance à cette photocopie du FPR dont l'objectif n'est rien d'autre que l'anéantissement total et irréversible du pouvoir hutu.

L'une des principales tâches des responsables des partis consisterait donc à présenter un programme clair et cohérent et l'expliquer en termes accessibles à la compréhension de tout un chacun afin de rassembler une plus large et plus fiable audience. La démythification de certains discours démagogiques enflammés s'en trouvera ainsi réalisée grâce à l'éveil de conscience d'une population de plus en plus responsabilisée.

De leur part, les étiquettes d'intellectuels brillent plus par des vi-

sées opportunistes que par une volonté réelle d'être le porte-flambeau inextinguible d'une véritable démocratie dans le pays. Certains, sans doute par peur ou lâcheté, n'osent même pas exprimer leurs idées ou ne veulent point prendre une position qu'ils estiment être en contradiction avec celle avalisée par l'un ou l'autre dignitaire. La situation actuelle du Rwanda est suffisamment éloquente à ce sujet.

Ainsi même avant l'institutionnalisation du multipartisme des pressions émanant des conservateurs soucieux de rester aux commandes avaient déjà été exercées sur certains agents pour les contraindre à n'emprunter que la voie tracée par l'autorité du moment. L'opération a bel et bien porté ses fruits puisque, à quelques exceptions courageuses près, tous les hauts cadres, du chef de division au Ministre ou les titulaires des postes équivalents, se sont accommodés aux consignes données. L'on pourrait alors se demander si le régime en place était doté d'une puissance tellement prophétique et maléfique qu'il s'arrangeait pour "placer" celui qui épousait effectivement, et sans risque de dérapage, ses idées.

Pour certains cas ce conformisme a été payant au moment où bon nombre de renégats semble avoir dû endurer directement ou par voies détournées de méchants coups. D'aucuns estiment par exemple que le critère "parti" n'a pas tout à fait été étranger aux derniers commissionnements. Vrai ou faux ?

Ce serait en tout cas une catastrophe pour la fonction publique et la sécurité de l'emploi si des considérations politiques s'en mêlaient à l'élément professionnel. Et pourtant une fonction doit s'exercer indépendamment du choix politique de l'agent et celui-ci s'abstiendra absolument à associer l'intérêt national à celui de son parti.

Il n'est en tout cas pas rare que des opposants soient malmenés d'une façon ou d'une autre, ne fût-ce

que verbalement. Vous entendrez des remontrances telles que "qu'est-ce qui vous a manqué pour avoir embrassé un parti d'opposition"; vous ambitionnez des places que vous n'avez pas encore occupées"; vous êtes des mécontents, des aigris et des ingrats"; "vous trahissez le pouvoir qui vous a octroyé une bourse d'études ou vous a fait accéder à d'intéressantes fonctions"; quelle paix, quels progrès, quel avenir pourraient surpasser ceux dont nous jouissons actuellement..."

Ces déclarations ridicules sortant trop fréquemment de la bouche même de ces soi-disant intellectuels font franchement râler et constituent un frein sans précédent à la libre éclosion de l'apprentissage démocratique des individus.

D'autres éternels insatisfaits saisissent cette ouverture au multipartisme pour se "masturber" à cor et à cri ou pour se venger bêtement d'une situation dont ils ne parviennent pas à disséquer eux-mêmes tous les contours avec réalisme et objectivité. Chez eux le négativisme et le manque d'esprit critique priment indubitablement sur les actions constructives à la confrontation positive des idées dans le strict respect des opinions divergentes. S'opposer tout simplement pour s'opposer, se complaire en diatribes aussi malhonnêtes qu'illogiques, détourner les populations par des promesses ronflantes ont maintes fois caractérisé les tenors de nos différentes formations politiques.

Si alors certains esprits font montre d'un réel souci de contribuer corps et âme à l'émancipation des masses populaires et à l'amélioration de leurs conditions d'existence d'autres par contre se liquient derrière des théories apparemment démocratiques, patriotiques et sociales pour faire valoir malicieusement leurs intentions malveillantes. C'est le cas notamment des partis branchés sur le terrible FPR, à savoir le PL, l'UPR, l'UPDR et d'autres groupements terroristes à la solde des inkotanyi. De leur part, les journaux

comme KANGUKA, RWANDA RUSHYA, LE TRIBUN DU PEUPLE et compagnies véhiculent, par nombreuses complicités irresponsables interposées, des idées lucifiques et manifestement anti-bantous.

Tous ces partis fascistes et ces publications perfides embrouillent des auditeurs non avertis par des propos miellés de jolis principes de liberté et de démocratie alors qu'au fin fond d'eux-mêmes ils ne visent que la réinstauration d'un pouvoir minoritaire tutsi et l'élimination

physique systématique de tout descendant des autres ethnies.

Cette propagande machiavélique a encore un autre dessein non moins avoué consistant à créer un Empire monolithique de nilotiques et de hima-tutsi coiffant la majeure partie du continent africain.

C'est alors qu'avec la fragile expérience démocratique et l'immaturation politique de la population et de ses leaders, doublées des appétits de Judas Iscariote de certains responsables civils, religieux et militaires il

y aura sans doute lieu de craindre la mainmise de l'ennemi sur tous les rouages politiques, économiques, sociaux et même stratégiques. La vigilance des hommes de bonne volonté et surtout de nos forces armées, garantes de la sécurité publique et de l'intégrité territoriale demeure donc plus que jamais une priorité de toutes les priorités.

Ndekezi Bonaparte
Gisuma

POUR LA TROISIEME FOIS, LE REGIME DU MAJOR BUYOYA SABOTE UNE RENCONTRE AVEC LE PALIPEHUTU.

A l'occasion d'une mission d'explication du projet de constitution de la République du Burundi aux ressortissants burundais résidant au Rwanda par Messieurs MUNYEMBARI Paul et MANWANGARI Jean-Baptiste, l'Ambassadeur du Burundi à KIGALI, Monsieur NTETURUYE Marc avait proposé à ces émissaires burundais de se joindre à eux pour former une délégation élargie en vue de rencontrer une délégation du PALIPEHUTU le 09 février 1992. Le but de cette rencontre était de relancer le dialogue entre le PALIPEHUTU et le gouvernement Burundais qui avait été saboté par le régime de BUYOYA en septembre et novembre 1991.

Le PALIPEHUTU toujours heureux de rechercher une solution

pacifique aux problèmes politico-ethniques burundais par voie de dialogue et de concertation avait accepté cette rencontre qui devait avoir lieu au Village Urugwiro dans la Ville de KIGALI.

A la grande déception de la délégation du PALIPEHUTU, n'avaient répondu au rendez-vous que les deux émissaires qui juridiquement ne peuvent pas engager le gouvernement burundais. L'Ambassadeur qui avait proposé la rencontre était absent raison pour laquelle elle n'a pas eu lieu.

Les officiels burundais de haut niveau affichent toujours un tel comportement et sabotent sciemment de telles rencontres comme à Bruxelles le 15 septembre 1991 et à Paris le 24 novembre 1991 où le Président

BUYOYA devait discuter avec une délégation du PALIPEHUTU conduite par son Président, le Docteur Etienne KARATASI.

Malgré ces sabotages répétés par le régime de BUJUMBURA, le PALIPEHUTU réitère son attachement au règlement du conflit politico-ethnique du Burundi par voie de dialogue et contribuera toujours à sa relance et son aboutissement pour le bien de toute la nation burundaise.

Il demande aux pays qui aident le Burundi de faire comprendre au régime du Major Pierre BUYOYA que seuls le dialogue et la concertation offrent la meilleure voie pour une solution juste et durable aux problèmes politico-ethniques qui endeuillent régulièrement notre pays.

Bujumbura, le 12 février 1992.

Pour le Service de l'Information
du PALIPEHUTU.

CIZA Néhémie

ITANGAZO.

IBIRO NTARAMAKURU
BYIGENGA GISENYI—INFORMATION biramenyesha abasomyi ba KANGURA ko nimeru nshya yasohotse ikaba ibarizwa ku Gisenyi — Mahoko — Kora — Mukamira — Ruhengeri — Gakenke — Vunga — Kabaya — Ngororero — Nyirangarama — Kigali — Kabuga — Gitarama — Nyanza — Butare — Gikongoro — Cyangugu — Bugarama — Kirambo — Byumba — Kibungo — Nyagatare no ku Kibuye.

Musome, musomeshe
KANGURA, ikinyamakuru cyige-nga.

BIMENYE NABYO

Ukimara gusoma iyi KANGURA hita ubariza aho usanzwe uzigurira KANGURA MAGAZINE VERSION INTERNATIONALE N°7 kuko harimo amakuru ahuye n'ibihe turimo. Niba kandi ariyo ufite mu ntoki zawe, basabe KANGURA N°32. Tuboneyeho ko buri gihe hazajya hasohoka KANGURA ebyiri: iyanditse mu Kinyarwanda ku bumva urwo rurimi, n'izajya yandikwa mu Gifaransa no mu zindi ndimi kugira ngo abumva izo ndimi babashe kumenya ibibera mu Rwanda no mu Burundi ndetse na Zaire. Ngaho rero nimusabe KANGURA zanyu. Igiciro ni cya kindi: 100 FRW.

COMITE DE REDACTION

- NGEZE Hassan
- NDEKEZI Bonaparte
- MIRASANO Célestin
- RUBERA Papias
- ISSA Nyabyenda
- SIMBIZI Stany
- HITIMANA Noël

A tous les Hutus du monde entier. Le Journal Kangura est à votre service. N'hésitez pas à envoyer vos réflexions et suggestions à l'adresse :

KANGURA B.P. 1312 Kigali
Fax 0025075408.

SUR DES FOSSES COMMUNES D'INNOCENTS S'EST CÉLÈBRE L'AN 1 DE LA CHARTE DE L'UNITÉ DU BURUNDI.

I. Communiqués contradictoires sur les résultats.

Déjà aux premières heures de la journée du 6 Février 1991, les chuchotements s'étaient multipliés dans les couloirs des bureaux des administrations, les rues et les carrefours. Des tracts hostiles au Président et au parti avait été retrouvés très nombreux même dans le bureau de vote où le Président avait lui-même accompli son devoir civique d'électeur. Certains étaient des pamphlets anonymes reflétant les points de vue de tutsi désireux de voir le multipartisme s'instaurer.

Dans la majeure partie, c'était des dépliants manifestant l'existence du Parti pour la Libération du peuple Hutu du Burundi PALIPEHUTU principale formation de l'opposition politique au Parti Etat du Burundi, l'Union pour le Progrès National Consacré Parti Unique depuis le 22 Novembre 1966 par le Roi NTARE V.

Vers la mi-journée, la rumeur que tout le pays avait été inondé de tracts des Partis d'opposition s'était généralisée et l'extrapolation sur le rejet de la Charte de l'Unité Nationale avait tenté certains imaginaires d'autant plus que la radio diffusion semblait n'avoir rien, de spectaculaire à annoncer en prémisses sur le référendum.

Il fallait attendre les dernières heures de la journée pour apprendre que la charte avait été adoptée par une "écrasante majorité" de 89%.

Le 7 Février la rumeur s'était déjà confirmée par un vote très défavorable dans la mairie de Bujumbura et surtout dans les Communes voisines comme KABEZI, KANYOSHA, MUTIMBUZI, MURWI et BUGANDA.

Dans le discours sanctionnant les résultats officiels le Président BUYOYA devait le 9 Février ironiser la situation en déclarant en sub-

ti pour les seuls BATUTSI, de parti pour les seuls BAHUTU et de parti pour les seuls BATWA et que la victoire de la Charte de l'Unité était une victoire pour le peuple Burundais tout entier, y compris Ceux qui ont rejeté le Projet de Charte.

Néanmoins il avoua à la presse nationale quelques jours après, le 13 Février que les signes d'une opposition extérieure et d'une opposition intérieure à son régime étaient manifestes.

Le PALIPEHUTU annonça dans un Communiqué rendu public à Bujumbura le 20 Février 1991 qu'il avait suivi le vote à travers tout le Pays et publia des résultats bien différents des résultats officiels, bien que les tendances territoriales et le palmarès des scores provinciaux publiés par les deux parties corroborent à quelques exceptions près.

Les Provinces de BUJUMBURA, CIBITOKÉ, KIRUNDO, NGOZI et BUBANZA ont les plus faibles pourcentages. Au niveau des communes, celles des régions affectées par les massacres des HUTU tiennent systématiquement les dernières places.

Ce sont les communes proches de Busangana affectées en 1965, les communes de RUMONGE, NYANZA-LAC, KABEZI, BUTAGANZWA qui ont été les plus touchées en 1972-1973 et enfin les communes de NTEGA, VUMBI, MWUMBA, MARANGARA et KIREMBA qui ont fait la plus récente boucherie de 1988.

On remarque en dernière position en province de MURAMVYA la commune natale du regretté GAHUTU Rémi, fondateur du PALIPEHUTU et assassiné à Dar-es-Salaam par les services de la sûreté burundaise le 17 Août 1990.

De même, la commune centrale de GITEGA vient en dernier lieu dans sa province, signe que l'opposition est bien présente au plus profond de

un étranger au Burundi peut établir est le suivant:

a) Compte tenu des chiffres du recensement général de la population burundaise, la population est de 5.356.266 habitants au 15 Août 1990 dont 50% au moins sont âgés de plus de 18 ans.

Or même si on excluait de ceux-là les majeurs frappés d'interdit quelconque au droit de vote, on ne saurait trouver d'explication pour justifier la non-participation de près de 400.000 personnes majeures sinon que dans une désobéissance politique surnoise. Enfin, des membres du PALIPEHUTU ont envoyé leur bulletin d'inscription au comité exécutif, signe d'un refus délibéré de participer au référendum. Visiblement les chiffres ont été manipulés par la Commission électorale, maladroitement au point d'excéder les 100% dans certaines localités.

b) La bagarre de chiffres ne fera pas perdre du temps au PALIPEHUTU mais ceux-ci sont plus que révélateurs dans une société où la coutume et la volonté de l'opresseur exigent de parler à demi-mot. D'une part, la charte sera toujours considérée comme une loi minorisée à près de 43,7% (moyenne pondérée) et ne pourra guère faire force de loi pour les membres du PALIPEHUTU et de l'opposition en général. D'autre part toute initiative politique de la part du régime fondée là-dessus sera à priori vouée à l'échec. Les causes de ce refus timidement accepté par le régime sont claires :

II. Il n'est pas trop tard d'y revenir.

Les points négatifs et lacune de la Charte comme elles ont été décrites par le PALIPEHUTU sont les suivantes :

a) l'anonymat de langage pour couvrir les criminels en désignant de manière impersonnelle les res-

- a) les régimes tutsi à l'encontre du peuple Burundais.
- b) la volonté manifeste et dangereuse de banaliser la question ethnique alors qu'elle entrave par excellence la paix et l'unité au Burundi sûrement plus là qu'ailleurs dans la région.
- c) une présentation expressement faussée de l'histoire des rapports socio-culturels entre les ethnies. Cette présentation pousse jusqu'au bout dans l'aberration en considérant comme un précieux héritage d'unité un système séculaire de servage des Hutu, des Twa et de Tutsi par une poignée de tutsi féodaux.
- d) le refus d'un débat élargi en piégeant le Peuple par des insinuations démagogiques qui ne trompent plus personnes quant à leur vraie signification : préoccupé par un verdict populaire, dont il n'est guère sûr, le Président Pierre BUYOYA demande au Peuple de se renier, de renier son existence, de renoncer à son droit naturel à s'émanciper et à fixer souverainement ses destinées en tournant le dos au PALIPEHUTU. Pourtant depuis toute une décennie le PALIPEHUTU s'est attelé à l'exaltante mission de valoriser cette majorité utile mais médiocrisée pendant 5 siècles que vient de durer l'hégémonie Tutsi. Cette mission profite à tout Hutu, Tutsi et Twa.
- e) l'armée, chasse gardée des Tutsi n'est guère la préoccupation des "24 savants de la question de l'unité des Burundi et de leurs Commanditaires". C'est pourquoi la pierre d'achoppement vu son comportement en 1965, en 1966, en 1972, en 1973, en 1976, en 1987 et encore aujourd'hui. Elle fait et défait les régimes. Elle planifie et exécute tous les massacres ! Elle est criminelle ! Elle monoethnique, au service d'un parti de la discrimination ethnique, clanique et régionale, au service d'une ethnie, celle des Tutsi. Cette même armée offre armes, munitions et entraînement aux Tut-

l'absence de garanties pour les victimes séculaires de la discrimination. Le régime de Buyoya qui n'a guère pu honorer les engagements pris envers le Rwanda dans le cadre des accords de la CEPGL pendant la préparation de la Charte protégera-t-il les Hutu Burundais contre les fusils à l'heure de la revendication de leurs droits bafoués ? C'est cet engin qui a ébranlé le président Buyoya, à écumer de colère devant la population de la Province de Bubanza le 10 mars 1991.

II. Le PALIPEHUTU Parti pour la justice, la paix et le développement.

"Aequitas concordia pro progressu" ce sont les mots qui étaient les plus chers à Rémi GAHUTU, fondateur du PALIPEHUTU, l'ingénieur Agronome dont la formation de base acquise au Petit séminaire de Mureke du diocèse de Ngozi avait doté d'un répertoire important d'expressions latines...

La justice sociale, l'équité sont pour le PALIPEHUTU les seuls garants du progrès, le fer de lance de sa lutte pour la libération du Peuple Hutu du Burundi. Le peuple Hutu du Burundi est compris par le PALIPEHUTU et tous les Burundais comme englobant les Hutu d'ethnie persécutés pour leur appartenance ethnique, et toutes les composantes nationales Tutsi et Twa, opprimées par les régimes successifs depuis l'époque du servage féodal jusqu'au servage dessiné par "les alliances clientelistes" créées par l'oligarchie militaire burundaise appuyée par le parti Unique UPRONA.

Ici le Président Buyoya n'a jamais su faire un effort pour dépasser le niveau élémentaire, pour ne pas y voir que calcul machiavélique, programme d'exclusion ethnique, tribalisme et programme d'extermination des Tutsi...

Pourtant, les lettres ouvertes lui adressées:

- de Bruxelles le 12 octobre 1989 par le Vice-Président du PALI-

de Bujumbura le 9 juin 1990 et le 26 Novembre 1990 par le Secrétaire à la propagande et à l'éducation idéologique du Comité Exécutif National du PALIPEHUTU;

de Tranbjerg le 31 Décembre 1990 par le nouveau Président du PALIPEHUTU, le Docteur KARAKASI Etienne, ces lettres comportaient tout de positif à la construction d'une nation burundaise de droit, pacifique et unie dans le respect des différences pour assurer un avenir prometteur. La motion signée par 21 intellectuels réfugiés au Rwanda en date du 21 Novembre 1990 et appuyée par le représentant des réfugiés en Belgique, en Suisse, au Canada et ailleurs a été suivie par un jeu de Cache-cache envers les réfugiés et à l'heure actuelle on sait que le Burundi négocie avec la TANZANIE l'extradition de 150.000 réfugiés de Tanzanie.

Le projet de société du PALIPEHUTU repris extensiblement dans l'ouvrage intitulé "Fondements de l'Unité et du développement au Burundi" et transmis au Président P. Buyoya en date du 12 octobre 1989 par le Vice-Président du PALIPEHUTU en contribution à la réconciliation interethnique et au développement du Burundi est demeuré lettre morte. Pourtant ses versions en langue Kirundi et en langue Française circulent dans les bureaux comme sur les collines. Est-ce une cécité incurable ou une stratégie d'épreuve ? Buyoya y répondra ! Au demeurant le PALIPEHUTU reprend ses exigences sans désamparer:

- l'instauration du multipartisme. Un multipartisme intégral qui doit permettre au Peuple Burundais de s'exprimer librement par la presse et le débat politique et de choisir librement son orientation politique ainsi que ses dirigeants;
- séparation des affaires de l'Etat et du Parti au pouvoir l'UPRONA. Son emblème et sa devise doivent cesser de figurer sur le Sceau national. Son comité exécutif doit cesser de jouer à l'organe législatif

organisation d'une conférence nationale où tous les partis politiques susceptibles d'amener une contribution positive seraient conviés. Cette conférence promulguerait une Constitution qui seule, comme partout ailleurs serait la consigne fondamentale et inviolable des droits et obligations de chaque citoyen.

La conférence nationale doit conférer au Burundi un gouvernement de transition dont la mission première serait d'œuvrer pour :

la constitution d'une armée multithnique, complètement désengagée de la vie des partis politiques. Elle aurait la double mission de défendre la constitution et l'intégrité du territoire national;

le respect strict des droits de l'homme et le rapatriement des réfugiés ;

le recrutement et l'affectation d'agents sur des bases objectives des compétences et la réinsertion des réfugiés dans la société burundaise;

la représentation ethnique équilibrée en toutes les différentes instances de direction;

la séparation nette des pouvoirs exécutifs, judiciaires et législatifs;

les élections du Président de la République, des députés et des administrateurs communaux selon des candidatures issues des différents partis existants dans le Pays;

l'abolition de la peine capitale.

IV. Le processus de l'alignement à une démocratie pluraliste est irréversible au Burundi.

Le peuple burundais ne réclame pas une démocratie de mode, il lutte depuis 30 ans pour une justice, une paix et pour le pain qu'il a toujours mérité à la sueur du front. Son travail journalier, pénible mais toujours source éternelle de sa fierté est le garant de son avenir; pourvu qu'il soit libre de mener son destin à bon port dans le concert des nations.

Au bout de trente ans, le parti

jours compter, en ses rangs, comme écrivait récemment cet ancien ministre Tutsi Monsieur BIMAZU-BUTE Galle dans le numéro 11 de Ndongozi, que 60% des membres potentiels même avec toute la force policière de l'enrolement. Le Burundi supplie encore la bienveillance des peuples de pays développés et libres pour obtenir la moindre assistance, tellement sa réputation, en matière de discrimination ethnique est notoire. Pays de massacres !

Les résultats des politiques de transport, d'habitat rural, d'énergie, d'industrialisation et d'agriculture malgré tout le atout naturel sont restés de loin inférieurs aux prévisions sans qu'il y ait d'indices physiques prévisibles d'échec. La scolarisation et l'assistance sociale sont des sujets qui ont versé trop d'encre parce que consacrant le nerf central du conflit Eglise -Etat du régime de Bagaza. D'ailleurs déjà au grade de Caporal on maîtrise toutes les techniques de législation, l'agriculture, les télécommunications et tout, même la volonté de Dieu !

L'armée, relais de l'UPRONA et bastion de la discrimination est décriée par toutes les nations libres.

Mais Buyoya ne s'est pas encore défait du remord et de l'égoïsme. Après une charte de l'unité claquée sur le texte constitutif de l'UPRONA d'il y a près de 35 ans, il cherche à imposer aux burundais une constitution unique sujette à la première. En effet, selon les principes élémentaires du droit constitutionnel, l'unité des Burundi ne réside que dans leur volonté commune d'exister comme un peuple-nation souverain. Ainsi toute association du Burundais se réclamant de la nation souveraine burundaise à d'office adhéré à l'unité.

La charte de l'unité et toutes les autres balises à la législation ne sont inspirées que par le sophisme d'un dictateur vicieux du "soit parce que dit". L'acceptation ou le rejet des objectifs et des programmes de l'association ne peut être le prévalu d'aucune personne et d'aucune ins-

disposition des articles 19, 20 et 21 de la déclaration des droits de l'homme. Le projet de constitution doit être amendé ou rejeté.

On peut asservir un peuple pour des siècles mais aucun peuple ne peut opter pour le joug d'une éternelle tyrannie.

En conséquence, le peuple burundais est résolu à porter à la plus haute députation un Hutu libérateur par la Voix démocratique.

Quelle est la vraie signification du discours prononcé par le Président Pierre Buyoya en date du 16 mars 1991, à l'adresse de la population de Bubanza et à celle de tous lors des cérémonies de la journée mondiale de la femme non célébrée le 8 mars 1991 en raison des préparatifs du Xème Sommet des Chefs d'Etats de la CEPGL. Contrairement à la Charte de l'Unité la population a perçu dans cette écume une déclaration de guerre, une guerre ethnique contre les Hutu. Ironie, un putsch échoua il y a quelques jours à MWISALE. Pourtant ce n'est pas la mention Hutu du PALIPEHUTU qui est dans l'arsenal de cette guerre. Aux risques de devenir sur ses mots quand il sera trop tard Buyoya devrait reconnaître les amères réalités de son pays.

Comme le déclarait Herman Cohen Secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires Africaines en date du 8 Novembre 1990 devant un forum organisé par l'African American Institute à Washington: "... Comme tous les peuples du monde, les Africains aspirent à la liberté. Ils réclament ce que les régimes et parti Unique ne leur ont visiblement pas apporté: des gouvernements où tous les groupes composant la société soient représentés à égalité plutôt que des régimes dominés par un seul clan, des dirigeants qui s'intéressent au développement national plus qu'aux avantages limités du népotisme, des politiques économiques qui encouragent l'entreprise individuelle au lieu de l'entraver".

part des cas est venue de la base, c'est-à-dire des travailleurs et des syndicats, du Clergé et des Eglises, des Etudiants et des Universités".

Il devait au cours du dialogue avec l'auditoire refuter le prétexte que bien de partisans des dictatures à parti Unique avancent, comme quoi le multipartisme provoquera la montée des haines tribales et des luttes interethniques.

"Les systèmes politiques doivent s'ériger sur une reconnaissance de l'identité ethnique plutôt que sur sa suppression. Les structures à parti Unique dégénèrent souvent en monopole du pouvoir par une seule ethnicité. En revanche, les structures pluralistes, de par leur nature même, exigent de leurs diverses composantes un équilibre de coalition et la recherche du compromis". Mon-

sieur Herman Cohen serait en droit de poser à Buyoya la question de savoir ce que ce dernier allait apprendre en février 1990 au Black caucus, le groupe de parlementaires noirs américains engagé entre autres à la défense des droits des noirs des Etats-Unis d'Amérique.

Les Burundais devraient saisir ici la leçon et exiger le multipartisme intégral sans délai. Le PALIPEHUTU a déjà lancé un appel au Président BUYOYA par la tenue d'une conférence nationale qui mettra sur pied la commission constitutionnelle effectivement représentative. Les référenda policiers ne sont que faits en avant. Le PALIPEHUTU appelle tous les citoyens burundais, où qu'ils soient, de quelle ethnicité ils soient à boycotter les travaux, les réunions et consultations de la

commission constitutionnelle créée par Buyoya le 21 mars 1991.

Cette commission n'est pas représentative, elle n'est pas libre, c'est un instrument même de l'UPRONA ou de l'ethnicité Tutsi mais un parachute troué auquel se suspend désespérément le président Pierre Buyoya.

Agriculteurs, gens de métiers, hommes d'affaires, professionnels, religieux et fonctionnaires dites à l'Unisson non à la manipulation, non à l'hypocrisie, non au double jeu et dites Oui à la justice et à la paix garant de l'unité dans le respect des différences. Ad Augusta per Augusta (Gahutu Rémi in mémoires).

Bujumbura, le 5/02/1992.

Ntigacika J.

Tableau des résultats d'un référendum policier.

PROVINCE	A	B	C	D
1. CANKUZO	98,33 %	65 %	2,59 %	99,99 %
2. RUTANA	97,52 %	63 %	3,65 %	99,94 %
3. KARUZI	97,48 %	62 %	5,21 %	99,73 %
4. GITEGA	97,18 %	62 %	11,21 %	99,94 %
5. MURAMVYA	96,37 %	60 %	8,65 %	99,88 %
6. RUYIGI	95,20 %	58 %	4,18 %	99,05 %
7. MAKAMBA	94,72 %	58 %	3,20 %	99,97 %
8. KAYANZA	93,12 %	57 %	9,05 %	100,48 %
9. BURURI	93,12 %	55 %	7,49 %	99,96 %
10. MUYINGA	91,71 %	50 %	6,33 %	99,86 %
11. NGOZI	88,41 %	49 %	9,85 %	99,89 %
12. BUJUMBURA MAIRIE	87,98 %	35 %	5,49 %	97,37 %
13. BUBANZA	78,73 %	45 %	4,11 %	99,37 %
14. KIRUNDO	74,33 %	40 %	7,27 %	99,61 %
15. BUJUMBURA RURALE	69,00 %	42 %	6,89 %	100 %
16. CIBITOKÉ	63,75 %	34 %	4,85 %	90,97 %

A. Pourcentage officiel des voix en faveur de la Charte par rapport au nombre de voix exprimées (sources officielles).

B. Pourcentage vérifié par le PALIPEHUTU.

C. Pourcentage d'électeurs recensés (population en âge de voter, province par province, après prise en considération de la population urbaine de Bujumbura, et de la moyenne de 4.45 unités statiques d'enfants par famille, 1.28 unités étant majeures).

D. Total des pourcentages des voix exprimées (sources officielles).

K023 3611**LE FRONT COMMUN DES BAHUTU: UNE NECESSITE ABSOLUE.**

Les récents événements sanglants qui viennent d'endouiller le Burundi retiennent une attention particulière. Comme ils ne diffèrent pas des affreux massacres des Bahutu burundais en 1972 et 1988, ils interpellent la conscience de tous les Bahutu de la région des grands lacs. Car le danger d'extermination de cette espèce humaine est imminent. Pour le moment, le salut des rescapés réside dans une urgente stratégie: un front commun. Celui-ci constituera leurs nouvelles forces pour résister aux persistantes attaques ennemies. Une solidarité agissante est devenue une nécessité absolue.

En Burundi, au Rwanda et au Zaïre (Nord-Kivu), les Bahutu sont pourchassés sur tous les fronts. La virulente menace dirigée contre eux est réellement de taille.

Eviter le pire à temps.

La vraie démocratisation est perçue comme la seule planche de salut. Dans ce contexte, l'apathique président burundais P. Buyoya, qui a tous les pouvoirs en mains, est bien placé pour persuader ses intrépides boureaux que c'est dans une optique nouvelle qu'il faudra envisager l'avenir du Burundi. A l'heure actuelle, il est le seul capable de débloquent la présente situation politique dramatique. Qu'il se persuade que le Burundais a trop duré. Tous les nostalgiques de la vieillote monarchie ont longtemps tergiversé. Aujourd'hui, tout doit être mis en oeuvre pour encourager le respect de la personne humaine. Et surtout celle du Muhutu burundais, acculé et humilié depuis des siècles.

Connu pour ses demi-mesures, P. Buyoya doit interdire impérativement à son armée de sévir sauvagement aux moindres étincelles d'un malaise populaire. Ainsi, le pire sera-t-il évité à temps.

Le peuple étant souverain primaire, faudra-t-il réserver aux usages démocratiques leur pesant d'or. Croire que l'ethnie hutu sera éternellement écartée du pouvoir est véritablement chose risible. Ce qui s'est passé au Rwanda est assez séduisant. Les changements intervenus doivent se réaliser également au

dominante, fatiguée et dépassée, se cramponne au trône depuis plus de 100 ans.

L'introduction symbolique d'un Premier ministre muhutu, M. Adrien Sibomana, continue d'être boudée par les partisans de l'ordre ancien. Même s'il n'est pas conspué dans son sillage politique, il doit se garder, à chaque instant, d'être surpris par le mépris des ploutocrates tutsi. Sa contribution pour donner au Burundi de nouvelles formes est à peine perceptible. Tant que ses congénères Bahutu sont arbitrairement traqués, frustrés et persécutés journallement, il ne peut mener des actions pleinement positives et ponctuelles. Il souffre dans son for intérieur: les injustices, les calvaires auxquels ils sont soumis le démoralisent cruellement. De plus, il découvre qu'il est suspecté d'être utilisé pour monter des scénarios politiques très dangereux. Le seul avantage est que sa silhouette gênante constitue un atout supérieur.

A chacun sa nature humaine.

A notre avis, les Bahutu ne méritent pas certains qualificatifs de bas étage qu'on leur prête intentionnellement et souvent avec méchanceté. Si, sur le plan politique, ceux du Nord-Kivu (Zaïre) n'ont pas percé dans la IIe République, il faut reconnaître que toutes les voies leur avaient été bloquées par des rusés Batutsi, insatisfaits de leur position flottante sur la scène politique après l'accession du Congo -aujourd'hui Zaïre- à l'indépendance. L'on se souviendra, qu'en 1960 les Bahutu du Nord-Kivu se sont taillé une part bien méritée: le premier Président de la Chambre fut un Muhutu, M. Joseph Midiburo. Son compatriote Marcel Bisukiro occupa le portefeuille du Commerce extérieur en qualité de ministre dans le gouvernement Patrice-Éméry Lumumba... D'autre part, un nombre suffisant de députés et sénateurs Bahutu rehaussèrent leur potentiel politique. A l'échelon provincial, le résultat électoral fut également élogieux et positif.

Comme la IIe République du Zaïre a été caractérisée par une igno-

ble dictature, seuls les astucieux, des habitués à courtiser les puissants du jour sont parvenus à se hisser dans les organes du Parti-Etat, du Gouvernement et de l'Administration publique dénaturée. Il a fallu être habiles danseurs ou jongleurs tutsi réfugiés pour escompter une nomination à un poste-clé. Il est vrai que, dans ce genre de gymnastique, les Bahutu se reconnaissent lourdauds.

Généralement dociles et observateurs, ils se décident parfois après le départ du train. Par contre, le revers de la médaille révèle qu'ils sont ordonnés dans leur travail et capables d'efforts formidables s'ils ne sont pas abusivement utilisés. Victime de leur patience innée, ils n'échappent pas aux lois de la nature humaine qui fait que chacun a ses défauts et qualités. Ankylosée, la personnalité du Muhutu a été endormie pendant de nombreuses années. Dupe, il reste retranché du nombre des hommes épris de paix et de liberté. D'autres espèces humaines d'ethnies différentes feignirent de s'occuper de ses intérêts en l'abreuvant de leurs illusions. Au reveil de toute l'Afrique, il n'a pas été absent heureusement.

Finie la condition serve ?

Au pays des mille collines, les Bahutu ont fait preuve de prouesses politiques. A l'issue d'une âpre et efficace lutte, en 1959, une révolution paysanne délogea la farouche et intraitable classe féodale régnante. Le pouvoir passa démocratiquement à la majorité numérique. A cette date historique, les chaînes du servage éhonté se brisèrent. La fin de la condition serve fut d'une dimension extraordinaire. Mais, malgré cette retentissante victoire, les moments sont restés des plus difficiles: à deux reprises, les déshérités ont tenté de reprendre le "meilleur règne perdu". Des Batutsi revanchards dont certains avaient opté pour la voie du refuge dans les pays limitrophes ont osé un force retour.

Grâce à la vigilance tout azimut, le pire est chaque fois évité. Pour un Muhutu digne de cet état, le temps de dormir sur les lauriers n'a pas encore sonné. Plus que ja-

mais, les moments sont extrêmement fragiles. Car des ambitions démesurées que des ennemis proches et lointains affichent n'autorisent aucune rêverie. Elles sont tellement graves qu'elles risquent de faire réussir leur fatidique objectif: remémorer l'inhumaine domination féodo-monolithique dans la région des grands lacs. Leur plan machiavélique a été décrié à maintes reprises par des média d'avant-garde.

Une vigilance soutenue reste indispensable pour étouffer à temps toute manipulation irresponsable. Le Rwanda silencieux est malheureusement tombé dans une embuscade des agresseurs Inyenzi-Inkotanyi. C'était début octobre 1990. Il s'était éveillé un matin sous des détonations des canons meurtriers. Jusqu'à cette date la paix est sérieusement hypothéquée par ces aventuriers et téméraires belligérants.

Aujourd'hui, tous les Bahutu doivent se sentir invités à jouer un rôle important. Ils devraient se rendre compte de l'urgente nécessité d'un vaste ensemble hutu. Unis comme un tel homme, ils auront à faire face à un agresseur commun: le servage féodal aux aguets. Pour être sûr de le bouter hors de nos murs à toute tentative d'investissement, des efforts conjugués sont indispensables. Ceux-ci devront déboucher sur la création d'un véritable front commun capable d'affronter les vicissitudes actuelles et d'anéantir les séquelles que distinguent encore l'amortie classe politique dont les coriaces griffes ne cessent de faire peur aux sages et tolérants Bahutu.

Inopportuns sermons.

Il est encourageant d'apprendre que le réflexe hutu étonne actuellement bon nombre d'observateurs impartiaux. Ceux-ci constatent positivement que les Bahutu, restés longtemps dans l'anonymat, se recherchent et serrent les coudes pour suivre les fluctuations de la politique sur l'échiquier national. C'est sûrement un acquis de poids. L'appui inconditionnel du Magazine "Kangura" -version internationale- aux Bahutu en lutte acharnée au Burundi est qualifié d'exemplaire. En effet, ce périodique des masses doit aller de l'avant, estiment

Mutuelle des Agriculteurs des Virunga Magrivi/Goma.

Face au drame incommensurable burundais, la défense des libertés et droits fondamentaux de l'homme constitue une mission noble et sacrée. Après cette longue période d'un hideux et ignoble asservissement, il s'impose que tous les Bahutu du Burundi aient, eux aussi, voix au chapitre pour mieux revendiquer leur place au soleil qui brille pour tout le monde. Lorsque le Christ dit: "Les premiers seront les derniers et les derniers les premiers", le Muhutu devrait interpréter cet important message que l'heure est proche où tous les Bahutu supplanteront les Batutsi qui ont, 400 ans durant, opprimé, flagellé et continué de persécuter les dociles Bahutu du Burundi.

Ceux qui prêchent les enseignements du Christ sur l'amour du prochain sont difficilement suivis. Certains oublient que les exemples attirent et que les inopportuns sermons s'envolent comme des illusions. Au Burundi et dans le Diocèse de Goma (Zaire), l'Episcopat catholique semble dérapier lorsque ses interférences dans les tristes événements politiques tant décriés sont qualifiées de gauchères. Son attitude révolte. Quand un Muhutu se réveille pour s'identifier et s'affirmer, il est arbitrairement taxé de "haineux" impardonnable.

S'il est croyant catholique, il fait l'objet de menaces de toute sorte. S'il travaille dans une entreprise cléricalle, il en paie les frais.

Le récent cas du jeune Martin Segihobe est assez significatif. Il vient d'être renvoyé, sans procès, de Caritas/Goma sous prétexte qu'il aurait été "intolérant" lors de la dernière opération d'identification des nationaux à Jomba (Zone de Rutshuru). Pourtant, il n'y a aucun rapport entre l'emploi perdu et cette identification. Sans doute, aurait-il porté un doute sur un certain nombre d'irréguliers réfugiés tutsi, devenus intouchables. C'est la seule supputation possible. Par ailleurs, dans certaines coulisses, d'autres indiscretions ont laissé entendre que son exclusion serait liée à une mésintelligence entre son père, chef de Groupement de Jomba, et le respon-

normal que le fils pâtisse d'éventuelles indécidables mises à charge de son père ? Quel drôle péché héréditaire !

Dans les mêmes milieux cléricals, il suffit d'être suspecté membre de la Magrivi pour perdre son emploi. A présent, personne ne comprend pourquoi cette Mutuelle est tellement éclaboussée. La vérité est qu'elle n'agace ni ne dérange. De plus, jamais elle n'a posé un acte anti-clérical. Il est navrant de constater que le diocèse de Goma n'accéderait pas à l'embauche de son membre. Compte-t-elle en son sein des membres hérétiques pour mériter cette mauvaise image ? Sûrement que non. Il n'y aurait qu'un seul échappatoire: sa présumée coloration hutu. Bien que injustement indexée, elle continuera à s'efforcer de laisser de bonnes traces. Dans la mesure où l'ordre familial et social et la personnalité morale des Bahutu seront perçus à leur juste valeur, ses atouts supérieurs permettront d'augurer d'un bel avenir.

Pour nous, il n'y a aucun mal si les Bahutu s'affirment et évoluent dans une communauté homogène où ils peuvent entrevoir, sans complexe, comment renforcer une solidarité agissante nécessaire à leur promotion socio-économique et morale. D'ailleurs, ce louable objectif n'anime pas les seuls Bahutu du Nord-Kivu. L'existence des "Amicales" regroupant exclusivement des Batutsi sont bien connues. Qui ignore que ce qui se ressemble s'assemble ? Tout le monde sait que, généralement, la plupart des mutuelles zaïroises sont d'obédience ethnique: Bushenge regroupe des hunde, Majirane des shi, Lusu rassemble des rega, Bukinama appartient aux nyanga, Kyaghanda est chère aux nande, etc... Il ne sert à rien de distraire ceux qui s'organisent pour leur meilleur devenir. Comme l'avenir appartient aux plus audacieux, il y a plus d'intérêt de favoriser des initiatives privées. Par ailleurs, le moment est mal indiqué pour décourager les bonnes volontés. Tant que le Magrivi demeurera respectueuse de la droiture, elle n'aura jamais peur d'intimidation ou d'une éventuelle inquisition.

MBANZA TURAZIRANYE

IL N'EST PAS TROP TARD POUR REDRESSER LA SITUATION.

Le glas a sonné depuis les leçons de la Baule en France sous le paternalisme béni de la Francophonie mais aussi au Rwanda depuis le 10 juin dernier par la promulgation de la Constitution qui consacrait l'ouverture au pluralisme politique. Au fil du temps, depuis huit mois déjà, l'image politique au Rwanda fait son chemin. L'effervescence politique est d'autant plus marquée que la presse libre et les médias gouvernementaux sont en train d'orienter les décisions politiques. Mais est-il donc trop tard pour sortir de l'impasse? Certes non. Alors comment peut-on réussir à sortir de cette situation dans laquelle la guerre d'octobre 1990 et l'avènement du multipartisme nous plongent incessamment? Mon article va essayer de répondre sommairement à ces deux questions.

Les événements actuels nous infligent un ton inhabituel. Et tous les incidents dont les grèves et les manifestations viennent à temps en fonctions de l'instrument constitutionnel en vigueur. Nos forces démocratiques ont besoin d'un courant homogène, de personnes sincères et non des songe-creux; des précepteurs de la paix, de l'unité et du développement et non des démagogues, véhiculant le virus de la haine, de la division et de la zizanie. Le peuple doit faire montre d'un plus grand militantisme qui ne piège point notre avenir ou recoupe nos rêves et nos illusions. Le pays a besoin de faire appel à toute son intelligentsia la plus brillante, capable d'apporter un éclairage nouveau au règlement des problèmes auxquels nous sommes confrontés. L'élite intellectuelle a le devoir de revoir tous les réquisitoires violents et les constats désabusés afin d'en tirer une vision lucide des difficultés de l'heure. A ce rythme, il ne serait pas tard de sortir de l'impasse et du désarroi idéologique dans lequel nous sommes.

Les formations politiques existantes dans le pays doivent éviter de

un ton dogmatique. Le temps est donc aux débats vivants, jusqu'à enrichir une réflexion difficile mais fertilisante. Toutes les forces vives de la Nation doivent augurer des discussions et des échanges politiques propres à un pays réellement soucieux de sortir de ses goulots d'étranglement. L'élite rwandaise doit être puissante à cerner ce qu'il nous faut et ce dont nous avons besoin pour bien décoller. Elle doit faire le tour mental de la situation pour arriver avec un cœur partagé à soulager le peuple tout entier.

Les dirigeants ont le devoir de ne pas aller à contre-courant des opinions mais de les diluer, de les distiller et les éplucher pour en déduire des conceptions idéales, conformes à notre propre vouloir. Le peuple rwandais, en présence des conflits et échecs internes, eu égard à toutes les différences affrontées par tant de nos compatriotes, ce peuple a intérêt de regarder très loin, d'accepter certaines contraintes pour la sauvegarde de l'équilibre humain au Rwanda. Et il est impérieux de faire valoir l'importance irremplaçable de l'effort, du sens d'abnégation et du dépassement de soi. L'avenir du peuple rwandais sera plutôt faussé si nous ne nous engageons pas à solutionner ensemble, et dans la plus grande transparence, les problèmes que nous avons de tous côtés et aux moindres frais.

C'est là notre devoir à tous d'aimer le pays et son peuple. Ce qui est à rechercher, ce n'est pas l'acceptation de la guerre et toutes les implications aliénantes qui lui sont intimement liées; ce n'est non plus la recrudescence des dissensions ethniques et régionales qui peuvent saper la paix, mais c'est de jouer un franc jeu avec la vie et nous-même, pour maîtriser et orienter notre destin.

Des démarches pour le dialogue, la concertation, la tolérance et la compréhension mutuelle, basées sur la réciprocité et le respect d'autrui.

montée des luttes intestines est sans fondement. L'heure d'une nouvelle révolution, pacifique et historique, a sonné. Et notre aboutissement en déterminera la véritable figure du Rwanda en ces moments du multipartisme. Les initiatives intempêtes sont à corriger, cela nous permettrait d'apercevoir l'intérêt des bonnes analyses de la situation et mieux confronter plus heureusement les bonnes méthodes pour gagner le pari.

Aucune formation politique ne doit tenter de se montrer comme un nouveau conquérant ou un aventurier à bon compte. La force du Rwanda réside dans la responsabilité de chacun et dans son souci de redonner le blason à la Nation sans être jamais de trop, un pion dans le jeu du désordre. Le multipartisme ne doit pas être considéré comme une monnaie d'échange contre l'appauvrissement culturel. Certes une telle vue serait loin de soigner le chagrin d'amour que nous portons chacun envers l'autre sans retomber dans l'ancienne barrière, érigée au cours des siècles de régime féodomonarchique tant dans l'exploitation que dans l'oppression des masses laborieuses.

Ces appels à la vigilance ne sont qu'indicatifs; ils sont donc difficiles à épuiser. Mais dans une telle perspective, il serait facile d'annuler la pesanteur politique qui pèse actuellement sur nous et de jouer ainsi un rôle historique d'avant-garde pour les générations présentes et à venir. Sans crainte, nous aurons évité de rendre cette époque la plus maudite de notre histoire; nous aurons échappé au piège de l'ennemi et à la ruse de tous les nostalgiques du pouvoir au Rwanda. Il faut une courageuse obstination pour admettre que nous sommes mûrs pour résoudre nos problèmes.

BURUNDI: UN ARSENAL MILITAIRE TOUJOURS PLUS ACCRU.

La peur est grande au Burundi. Le gouvernement a accepté timidement le multipartisme. Mais comme le pouvoir est entre les mains d'une oligarchie tutsi depuis plus de quatre siècles environ, les tenants du pouvoir ont peur que la loi de la majorité ne s'impose et ravisse la minorité en faveur de la majorité.

Il est clair qu'un pays souverain est libre de disposer de ses moyens comme il l'entend. Il le fait donc souverainement. Il assure la gestion de ses biens suivant ses spécificités propres. Cependant, même si le Burundi est classé parmi les pays en voie de développement ou du Tiers-monde, tout le monde continue à s'étonner de voir combien le régime minoritaire du Burundi accroît sans cesse son armement au lieu de se préoccuper parfois du sort des masses laborieuses. Mais tout compte fait, cela se fait avec raison puisque la majorité de la population est constituée hélas de hutu, cette ethnie maudite, qu'on veut éliminer à tout prix en Afrique Centrale. Rien d'étonnant en effet puisque la minorité au pouvoir a un grand gâteau à partager, généralement suffisant pour enrichir tout le monde reconnu appartenir à cette ethnie tutsi élue et bénie par Dieu. Sauf les hutu qui peuvent courber et s'agenouiller, du reste. Les hutu ne se contentent que de miettes. Alors que le gros du budget est vite tourné vers l'armement du pays, les masses paysannes souffrent médiocrement de tous les maux. Pendant que les autorités devraient s'en soucier, elles se souviennent que leurs enfants préférés ont le strict minimum pour vivre dans les conditions normales. Et on l'a bien dit et je comprends maintenant que qui veut la paix prépare la guerre.

L'histoire nous apprend que le Rwanda-Burundi fit sous l'ancienne appellation le Ruanda-Urundi, un territoire sous mandant belge. Ce dernier était donc un territoire administré par la Belgique mais nul n'ignore que le pouvoir central était à Bujumbura, alors capitale de ces

peine la seconde ville par rapport à Gitega. Mais, à la veille de l'indépendance nationale, nos deux pays avaient évité toute possibilité d'union en un seul pays. En effet, le Rwanda a opté pour la république, conformément aux résultats du 28 janvier 1961 à Gitarama lors de la proclamation de la République Rwandaise. Le Burundi a choisi de se cantonner dans la monarchie. Le Rwanda a malheureusement hérité de la puissance tutélaire vis-à-vis du Burundi. Les exemples sont nombreux: L'on peut se limiter sur les infrastructures, la Banque d'Emission, l'Aéroport, etc... En tout cas, nous sommes restés au départ défavorisés au niveau des écoles, etc. Les autorités de Kigali sont partis de zéro. La jeune République a réellement fait face à de multiples défis.

Comme "La Voix des Grands Lacs" en son numéro 2 l'a bien précisé, le Burundi serait surarmé. De là, il y a lieu de justifier ces attitudes et ses comportements qui violent parfois les lois qui régissent le droit international. Il a parlé dans un article court mais trop significatif sur l'éventualité d'une guerre entre le Rwanda et le Burundi. Je n'ai pas le temps de tout reprendre ici mais d'inviter à quiconque serait curieux de chercher à tout prix ce numéro. Par ailleurs, quand la majorité a accédé au pouvoir au Rwanda, les autorités se sont efforcées de répartir les acquis du peuple en aidant le peuple rwandais à bénéficier des richesses du pays. Alors qu'au Burundi, tout reste entre les mains d'une oligarchie tutsi, les autorités s'ambourgeoisent facilement, illicitement sans le souci de la majorité. En effet, tous les leviers du pouvoir sont essentiellement issus de cette minorité qui atteint aujourd'hui 15%. A moins que les hutu annuellement décimés comme des animaux auraient réduit le pourcentage au profit de cette ethnie tutsi qui ramasse partout les gens de même appartenance pour grossir ses rangs. Voilà pourquoi les autorités ne pensent que rarement à développer les autres secteurs qui touchent entièrement les masses la-

Au lieu de s'occuper du développement rural, les autorités achètent plus qu'il ne faut pour alourdir son arsenal militaire. Il va sans dire que le Burundi serait surarmé par rapport à ses propres potentialités mais vu ses dimensions économiques, son profil pour les armes n'aurait été aussi privilégié si les autorités s'étaient réellement soucies du mieux-être social de la population. Sans doute, la conscience burundaise est à ce niveau. La République, consciente des difficultés de tous ordres auxquelles le pays est confronté, elle n'a pas hésité à inscrire son action dans le cadre global du développement de l'homme rwandais, ce qui a permis une très large diversification des réalisations. Et quiconque peut s'en rendre compte en prenant le point de repère le 1^{er} Juillet 1962 pour les deux pays et en comparant ce que chaque pays a pu donc réaliser.

Le Burundi préfère donc se tourner vers les armes, ne fût-ce que pour intimider ses voisins, spécialement son voisin du Nord. Mais comme "La Voix des Grands Lacs" l'a précisé, un affrontement armé ne profiterait à aucun de nos deux pays. En tout cas, le peuple rwandais pourrait vite se grouper pour combattre l'ennemi commun alors que le peuple burundais présenterait des failles en ce sens que l'ethnie hutu ferait tout pour se débarrasser de l'ethnie tutsi, dominatrice, exploitatrice et oppresseuse. L'arsenal militaire dont il est question ici et que disposerait le Burundi n'a pas de sens aussi longtemps qu'il y a une opposition farouche et majoritaire à l'intérieur.

Quoi qu'il en soit, nul ne sait au juste. Qui savait que le Rwanda allait résister jusqu'à présent aux attaques des Inyenzi-Inkotanyi épaulés par certains pays limitrophes dont l'Ouganda en tête. Déjà éprouvés depuis le 1^{er} octobre 1990, l'armée et le peuple rwandais veillent farouchement à l'intégrité territoriale. Dieu aime le Rwanda et les Rwandais sans exception aiment trop leur pays. Ils l'ont montré et prouvé au

yeux du monde extérieur. Je conseillerai au peuple burundais à ne pas chercher des prétextes d'envenimer les relations rwando-burundaises comme il n'a cessé de le faire. Compter sur les Inyenzi-Inkotanyi et leur repaire peut être encore une illusion. Le droit international est là avec ses exigences et ses obligations. L'Afrique Centrale et les pays Amis de l'Afrique sont informés de tout, ils ont les yeux braqués sur cette sous-région. Autant donc encourager les compromis pacifiques

Il semble fort normal que le Burundi améliore ses moyens de défense, même pas au niveau de s'attaquer continuellement à une population civile innocente. La population hutu a besoin d'être libéré du joug tyrannique de l'ethnie tutsi. Cette soif de ravir le pouvoir de la minorité

tutsi s'acquerra par les voies démocratiques mais ce n'est pas donc la raison ou le motif pour les autorités au pouvoir de s'armer jusqu'aux dents pour mieux décourager ceux qui ont des idées innovatrices, constructives et en un mot progressistes. L'achat démesuré des armes tel qu'on dénonce dans tous les milieux est révélateur. Mais à quoi bon donc de continuer à s'armer dans le seul but d'éliminer une ethnie pour éviter qu'elle s'empare du pouvoir et impose la loi de la majorité.

De toutes les manières, il n'est pas bon, de se leurrer. Il faut être réaliste et approcher toutes les alternatives avec prudence. J'imagine que si notre pays arrive à être attaqué, il se défendra toujours. Et il pourra toujours défier. Avoir comme objectif l'anéantissement de

l'ethnie hutu dans ses proportions chiffrées entre 80 et 85% au Burundi constitue un crime contre l'humanité. S'armer dans la prévention d'une guerre, oui, mais l'excès cachera pour les naïfs et les dupes ce secret des Hima et des Tutsi qui veulent avoir le contrôle de notre sous-région.

La presse nationale et internationale n'ignore pas aujourd'hui que le torchon brûle entre nos deux pays. Mais l'idéal reste en tout cas d'éviter tout affrontement armé pour le salut de nos peuples respectifs. Chaque partenaire doit mieux évaluer la situation afin de mieux la maîtriser.

S.T.

LA POLITIQUE DE LA PEUR ET DE LA CONFUSION.

Depuis l'indépendance jusqu'aujourd'hui, les régimes sanguinaires tutsi qui ne sont succédé au Burundi n'ont jamais été en bon terme avec le Rwanda.

De 1960 à 1967, le Burundi soutient avec force les attaques des Inyenzi - Ntutsi. Quand l'holocauste des hutu commença en 1972, les relations entre ces deux pays tombèrent en dessous de zéro. Une guerre allait d'ailleurs éclater entre eux car Kayibanda détestait la peur!

Les changements de 1973 prônaient une politique de bon voisinage. Vu de près, cette politique s'est faite au détriment du Rwanda et à l'avantage du voisin sanguinaire. Les réfugiés hutu du Burundi furent pourchassés. Il suffisait qu'il y ait un sommet de la CEPGL ou simplement une visite d'un dictateur Burundais pour que les hutu réfugiés aillent passer leurs jours au fond des prisons. Les réfugiés hutu furent également forcés au silence. Qui-conque élevait la voix était expulsé. Vers où? Gahutu Rémy en a fait les frais.

Pendant ce temps, le Burundi entraînait les futurs agresseurs et

dans son armée dans le but de les préparer à récupérer le pouvoir que les hutu, dans leur déchirement, ne savaient plus gérer. En même temps, les tutsi s'emparaient du pouvoir économique par le biais des hutu au pouvoir. Ils en profitèrent pour s'accaparer de la cour. On raconte que Madame Rwigara Assinapol y faisait le lit et les cheveux et que Kajeguhakwa était consulté avant tout remaniement ministériel. Les tutsi qui avaient falsifié les cartes d'identité obtinrent des postes ministériels clefs tel que Mugemana JMV et Habiyakare François. Ils en profitèrent pour préparer la guerre au moment où les hutu et leur armée passaient le meilleur de leur temps dans les séances d'animation.

L'armée que les Inyenzi-Inkotanyi finiront par comparer aux Scouts fut désorganisée. Les officiers de valeur furent pourchassés et certains d'entre eux perdirent la vie. Et quand le Hima-tutsi Museveni prit le pouvoir, aucune interrogation ne fut posée. D'ailleurs c'est l'administration rwandaise qui l'avait aidé par ignorance politique. L'on peut se demander comment une présidence d'un pays truffée de

valeur peut définir une stratégie politique cohérente à long terme. Le service central de Renseignement qui avait inscrit ses lettres de noblesse sous Lizinde et Habiyambere fut confié à des hommes qui en firent une affaire de famille. Sous les ordres des Responsables, les agents secrets vont acheter des vaches de race au Zaïre pour les pâturages de Gishwati. En passant, ils ne virent pas les Inkotanyi en entraînement à Ribwe. Ça n'était plus leur devoir! Un jeune hutu qui s'en aperçut à son passage dans la région et qui informa le SRP Gisenyi fut accusé de subversif. Son domicile fut saccagé sous les ordres du Procureur et du préfet.

Les patriotes qui dénonçaient ces mauvaises attitudes du pouvoir furent pourchassés, les informations intéressant la sécurité nationale furent négligées. Les Rwigara Assinapol furent consultés, encore lui, un milliardaire analphabète! Ils proposèrent des affectations, des mutations, des permutations et des expulsions des agents de renseignement. On envoya dans les ambassades de paysans analphabètes qui, au lieu de travailler, firent la contrebande et au lieu d'enseigner le

apprirent à lire et à écrire le Français. Monsieur Kamari Sylvestre, ambassadeur à Bujumbura se rendit célèbre dans la contrebande et reçut la prime d'aller représenter le Rwanda au pays de MAO. C'est là que sa tendre moitié fut attrapée en flagrant délit de vol qualifié.

Quand la "libre Belgique" commença à salir la République, ces analphabètes diplomates n'avaient pas encore reçu leur brevet d'alphabétisation. Ainsi, ils ne purent démentir, ni par la plume, ni par le verbe. Et on continua à choyer le tutsi. Toutes les écoles secondaires et supérieures furent données aux enfants des seigneurs. L'administration scolaire fut confiée aux tutsi aïcés ou religieux. Et on vit les hutu dans les écoles supérieures en proportion trois fois inférieure aux tutsi: Grand Séminaire Nyakibanda, UNR Bütare, UNR Nyakinama, UNR Mburabuturo, ISCAPA Nkumba, Institut St. Fidèle, ISAF Busogo, IAMSEA... sauf peut-être à l'ESM.

Le reste des enfants des seigneurs fut déversé dans les universités étrangères. Quand le tutsi Cyubahiro Constantin fut propulsé à l'Enseignement Supérieur, ce fut le bordel. Les enfants tutsi allaient bien sûr aux études avec des cartes d'identités fausses. Ce qui faisait dire aux hutu au pouvoir que l'ethnie majoritaire n'était pas pénalisée. Et il fut décrété que le mot "tutsi" ne doit pas être publiquement prononcé. Les hutu qui furent attrapés en murmurant ou en chuchotant ce terme franc-maçon furent taxés de subversifs et gravement punis. Déclarer l'amour aux tutsi fut aussi un ordre pour les fils de Gahutu. Un amour qui ne leur sera jamais rendu.

La corruption fut intronisée et la course à la richesse sacralisée. Le chanvre fut planté et commercialisé. Les enfants des gorilles furent trafiqués jusqu'au jour où on décida d'organiser la fête à l'honneur des primates comme pour les remercier de leur contribution à leur enrichissement. Mais la fête foira! Et le Pape, ce maffios de Rome fut invité à venir bénir les scandales. Il le fit! Il

amena avec lui les derniers Inkotanyi pour mettre la dernière main sur les préparatifs de la guerre. Et Katarwa André, toujours et encore lui, embarqua sur Kigali les derniers gadgets de guerre dans les valises diplomatiques avec des missiles dessus et du «barolo Sicilien» pour arroser la victoire. Et le SCR, familial et aveugle ne vit rien!

Quand la guerre éclata le 01.10.1990, les autorités politiques "pénaudes" déclarèrent qu'ils étaient surpris. Ils ignoraient autant l'identité de l'agresseur et les causes de la guerre. Ils commencèrent par appeler l'agresseur par des termes et des concepts ambigus et confus. Réfugiés, Inyenzi, Inkotanyi, Inyenzi-Inkotanyi, les éléments de la NRA, Inyangarwanda... Comme il avait été décrété de ne pas prononcer le mot tutsi, ils ne purent identifier l'agresseur par son propre nom, ce qui entraîna de fâcheuses conséquences qui nous poursuivent encore aujourd'hui.

Peut-on, en toute logique, trouver une solution à un conflit dont on ne connaît pas les auteurs, les origines, les causes et les conséquences? Non! Le soldat rwandais fut son devoir et chassa l'agresseur tutsi du territoire rwandais. Hommage au Lt Colonel Rwendeye Ildéonse et à tous les Hutu qui sont tombés sur le champ d'honneur. Le politicien et le diplomate eux, ne cessèrent de se fourvoyer jusqu'à la signature des accords de la capitulation de la N'Selé où il est stipulé entre autres que:

Conscients des événements malheureux qui opposent les rwandais les uns contre les autres et qui troublent la paix et l'ordre public dans le pays..."

Art. 1. Il est instauré un cessez-le-feu sur l'Ensemble du territoire de la République Rwandaise entre les forces gouvernementales et celles du Front Patriotique rwandais.

Que le Lecteur fasse lui-même l'interprétation:

*L'Uganda est déchargé du conflit;

*Le conflit est rwandais:

*Les forces armées rwandaises sont gouvernementales et celles du FPR sont rwandaises:

*La victoire d'octobre est reniée.

*L'identité de l'agresseur reste inconnue car qui sont ces rwandais qui se battent entre eux?

Sont-ils des hutu contre les tutsi? des basinga contre les bagesera? des banyenduga contre les bakiga?

"C'est la capitulation" dont les causes principales sont les suivantes:

*La mentalité de serf du hutu. En effet, contrairement aux autres peuples qui ont été colonisés par les Européens, le hutu lui, a été colonisé par l'Africain, le tutsi. Une Colonisation mesquine, sanguinaire, culturellement et psychologiquement bien élaborée. Le tutsi lui, n'a pas été colonisé, il n'a pas de complexe du serf, au contraire il en a du maître. Il appartient au hutu de se libérer.

*Le voile de la paix et de l'unité ethnique chimériques.

*la politique de la peur.

*Une diplomatie immature, sans objectifs.

*Un service central de renseignement familial et aveugle.

*Un système de communication ésotérique.

*Un peuple jamais associé à la prise de décision.

L'une des conséquences graves de cette capitulation de la N'Selé et que l'Uganda continue à attaquer le Rwanda sans être inquiété que toute accusation portée à son endroit peut être considérée comme une violation des accords de la N'Selé que le Rwanda a signés lui-même.

Ce qui aurait dû être fait:

Kangura Magazine n° 5 a précisé que la guerre entre les hutu et les tutsi a commencé avec l'arrivée du hamite dans ce pays et que cette guerre ne cessera pas tant que les deux individus se regarderont face à face. La guerre est donc éternelle. Le tutsi le sait sauf le hutu qui ne regarde pas plus loin que son nez. Dès lors, avec l'attaque du 01/10/1990, l'agresseur était bel et bien connu: il était tutsi de l'intérieur et de l'extérieur (réfugiés, ugandais et burundais) aidé moralemment, matériellement et financièrement par le Président Ugandais Kaguta Museveni, qui lui aussi est tutsi. Pour des raisons de stratégie politique, la présence matérielle, financière et humaine du Burundi dans le conflit devait être tue au départ. En jouant sur les bonnes relations existant entre le Zaïre et le Rwanda, les réfugiés tutsi du Zaïre devaient être sommés à l'inaction.

N'en déplaise aux prophètes de l'unité ethnique chimérique, cette précision devait déboucher sur la solution du conflit. La présence de quelques hutu dans le camp tutsi ne devait constituer aucun obstacle. Après tout, ne dit-on pas que Heinrich Himmler était Juif? Cette précision donnée, l'administration devait mater l'ennemi tutsi de l'intérieur et permettre ainsi aux FAR de frapper l'agresseur tutsi venu de l'extérieur. Entretemps, le politicien et le diplomate allaient utiliser un langage clair et cohérent aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Finalement, le Hutu vainqueur et le tutsi vaincu devaient quand même s'asseoir sur une table de négociation pour définir ensemble les rapports de cohabitation. D'où une table ronde nationale sur "la question ethnique" et devant déboucher justement sur l'institutionnalisation des rapports de cohabitation entre Hutu et Tutsi. Pour la pérennité de ces rapports de cohabitation les Hutu du Rwanda doivent entre temps aider les hutu du Burundi à prendre le nouveau démocratique

ment ou par la force. Au delà de cette vision réaliste des choses, pas de solution viable du conflit Hutu-Tutsi. Certains auteurs ont proposé une solution utopique basée sur l'union Tanzanie-Burundi-Rwanda. Cette solution honteusement immature ignore la politique de coalition tutsi en Afrique Centrale et orientale et les égards que la Tanzanie peut épouser vis à vis de Museveni et de l'Uganda.

Les conséquences qui découlent d'une recherche de solutions faciles et biaisées.

La première grave conséquence est sans doute la prolongation de la guerre et la peur persistante d'indiquer du doigt l'agresseur tutsi. L'identification de l'agresseur tutsi aurait permis aux politiciens de mener des discussions véritables, d'éviter de mâcher les mots, de se dédire, de se contredire et, par conséquent d'aboutir à des solutions concrètes. Et comme cela n'a pas été, aujourd'hui encore l'impasse persiste.

La deuxième conséquence a été de blanchir l'ennemi intérieur de ses péchés originels et de le permettre ainsi de mener une guerre douce tout azimut contre le peuple hutu et l'armée rwandaise. Suite à la maladresse croissante du Hutu, le tutsi continua à récolter des lauriers. Propulsé à la primature, le docteur sans thèse justifia son incompétence avec la prestation du serment. Il présenta devant le parlement un programme ambitieux comme si son parti venait de gagner les élections présidentielles et législatives. Il alla jusqu'à proposer de construire un bureau postal ou une cabine téléphonique (que sais-je) à Kagitumba à quelques mètres de Museveni comme si les juristes ne faisaient pas la géo. Et pour exceller davantage dans la maladresse, il prêta à son parti MRND des Ministres du FPR notamment Katarawa André et Cyubahiro Constatin. Et pourtant, le PDC qui était d'accord d'entrer au Gouver-

Sur la guerre et sa fin, le premier Ministre ne présenta rien de palpable. Plutôt, lui et son gouvernement se hâtèrent de remodeler les organigrammes ministériels dans le but de redistribuer les cartes. La Présidence et la Primature furent infestées de personnes d'ethnies douteuses.

L'incompétence et l'inadéquation sont de nouveau consacrées. La gestion des finances de l'Etat est confiée à un agronome et un ingénieur routier va s'occuper de la planification nationale au sein de la primature. Pour être de Gikongoro, un homme d'une incompétence et d'une indécision légendaires va hériter le secrétariat général du Mijeu-ma. Et le nord commença à goûter sur le plat fade qui l'attendait, victime de l'Omerta. La conséquence la plus lourde de la mollesse et de l'indécision des autorités politiques est sans doute la division progressive du peuple hutu sur base régionale orchestrée par les tutsi. En effet, le politicien n'a pas su à temps indiquer l'ennemi au peuple. Rien n'est donc surprenant que le peuple confus, ignorant même, opte pour l'ennemi lui choisi par l'agresseur. L'infiltration des partis politiques par les éléments tutsi dans le but de contrôler et d'orienter les décisions va dans le même sens.

Et le hutu, pauvre bougre, laissé pour compte à la merci du nomade sanguinaire, continue à souffrir, sans autre défenseur que "KANGURA".

KANGURA

A BON ENTENDEUR
SALUT

KANGURA NI

IJWI RIGAMIJE

GUKANGURA

NO KURENGERA

RUBANDA NYAMWINSHI!!!

LES ACTEURS DU GENOCIDE DES HUTU AU BURUNDI : CAS DES PROVINCES BUBANZA ET CIBITOKÉ.

Les Hutus du Burundi viennent de connaître une année sombre de leur histoire. Depuis le 23/11/1991, les villages entiers sont le théâtre d'une tragédie sanglante. Les maisons des Hutu sont ravagées par des bombes incendiaires. Ici l'armée monoethnique tutsi égorge les Hutu à l'arme blanche. Là, elle tire sur tout ce qui bouge : vieilles vieillards, enfants, hommes, femmes... C'est la désolation totale ! Tout tutsi du Burundi a le droit de vie ou de mort sur son compatriote Hutu. Dans leur comportement barbare, les Tutsi sont épaulés par leurs frères Inkotanyi. Voici d'ailleurs la liste non exhaustive des acteurs tutsi les plus célèbres du génocide actuel.

En province Bubanza

NZEYIMANA Helménégilde
Cyriaque (O.P.G de poste)
MUGAMBA Zénon (O.P.G adjoint)
NTIBARAMBIRWA Samson (juge président du tribunal de résidence)
NIJIMBERE Félix (Chef de zone—Musenyi)
François (O.P.G adjoint)
BARUKWEGE (Brigadier de Police qui avait massacré les Hutu en 1972)
Mathias (juge au tribunal de résidence de Mpanda)
GAHUNGU Jérôme (paysan)
SAHABO Hassan (commerçant)
NIRANGIRA Gaspard (Directeur de la S.R.D.I Kirimiro)
RWANKINEZA Laurent
BANCIRYANINO Fabien (Directeur de l'E.P Musenyi)
NGIRUNKUNDA Gabriel (Inkotanyi)
Wilson (Inkotanyi)
NDANIZANYE Béatrice (Infirmière au centre de santé de Mpanda, femme de BANCIRYANINO)
GATOTO Vital (agent de police : Inkotanyi)
RWABAGAMBA (Inkotanyi, habi-

MUNYANGERI (Inkotanyi)
Alexandre (Inkotanyi)
Nyirambe (Enseignant)
Bizuru Nestor (Paysan)
NAHABANDI Frédéric (Travailleur à la BRARUDI)
NTAWURIHEZA Christophe (comptable communal)
NTAWURIHEZA Vélard (paysan)
Remegie (paysan)
Célestin (comptable communal)
NDORICIMPA Damien (commerçant)

En province de CIBITOKÉ

MUDINO Lazarre (Inkotanyi qui avait des stocks d'armes dans sa maison).
SEKAMANA
Canisius
BAMBARA Sadam (commandant de district CIBITOKÉ).
Athanase (Enseignant et résident à la 4ème avenue de RUGOMBO).
NDIKUMWAMI Marcien (Inspecteur de Canton CIBITOKÉ)
Révérien (Pharmacien de RUGOMBO)
WAKANA Thaddée (Travailleur dans le Projet MPARAMBO)
BUKURU (4ème avenue de CIBITOKÉ, ex-militaire)
NTAWE Benoît (commerçant de RUGOMBO)
NDIKUMAZAMBO Gabriel (Travailleur au projet Mparambo)
NDIYINDEREYE de la 4ème avenue (agent de la surété)
NSHINYABIGOYE Rose (femme de GAPIRIPIRI, professeur au Lycée de CIBITOKÉ).
Auctave (Directeur de l'Ecole Primaire de Karurama)

Jérémie (Professeur au Lycée de CIBITOKÉ)
NZEYIMANA Constance (Enca-dreuse)
RUGANZUMUSEKERA (Professeur au Lycée de CIBITOKÉ)
NTEZIYAREMYE Emmanuel (Professeur au Lycée de CIBITOKÉ)
BARIGENZA Côme (Directeur de l'Internat au Lycée de CIBITOKÉ)

Les méthodes que les Tutsi du Burundi utilisent pour exterminer les Hutu sont aussi nombreuses que variées. En voici quelques unes:

- La ruse, la médisance et la délation.
- Encercler les maisons des Hutu pendant la nuit, frapper à la porte et si on ouvre pas, casser les portes ou les fenêtres et jeter des grenades et des bombes incendiaires à l'intérieur de l'habitation.
- Appeler les Hutu pour une réunion de pacification et en profiter pour les tuer en masse.
- Arrestation des Hutu qui voient clairs avant celle des paysans.
- Séparer les Hutu des Tutsi en cachant ces derniers dans camps militaires.
- Accuser les Hutu d'être porteurs de scalifications ou tatouages sur leur corps en vue de trouver un alibi pour les massacrer sans merci.
- Utiliser les Hutu naïfs pour dénoncer les leurs avant d'être arrêté aussi à leur tour.

Par F.D Jacques

ITANGAZO.

Ubwanditsi bwa KANGURA burasaba Abahutu bose bo ku isi kunganira Ikinyamakuru cyabo bayohereza ibitekerezo byabo kuri adresse basanzwe bazi (Journal KANGURA B.P. 1312 Kigali — Rwanda) cyangwa kuri FAX No 0025075408.

LA GRIFFE – IJANJA DANS LE COLLIMATEUR DES INKOTANYI.

Je lis autant que possible tous les journaux édités au Rwanda, en l'occurrence sur le Rwanda. Cela me fait plaisir ou me donne souvent un fil à retordre selon la portée des articles qui y sont publiés. Le dernier en date est la Griffe—Ijanja. Tout nouveau, il ne diffère en rien d'autres journaux se trouvant dans le collimateur avec des visées contraires aux intérêts de la majorité. Auparavant, ce fut donc Rwanda Ruyana N° 16 sur le «Syndrome Jangura». L'objet est le même : mépriser, attaquer et provoquer le plus qu'on peut les gens appartenant à l'éthnie hutu. Même s'il faut reconnaître que Ngeze n'est pas parfait, il ne mérité pas tout de même tous les qualificatifs dont on l'affuble depuis belle lurette. La Griffe—Ijanja N° 2 m'a fort déçu, en son article sur Ngeze. Ma prétention n'est pas de démentir point par point ce qui a été diffusé dans «La Griffe—Ijanja» mais de rappeler quelque analyses.

Les dix commandements des Bahutu parus en 1990 ne sont pas du tout un fait nouveau du genre dans l'histoire des affrontements entre hutu et tutsi. Tout le monde se souvient du plan de colonisation tutsi avec ses 19 commandements. Ces derniers datent réellement d'avant 1962 ou ont commencé à être appliqués après la révolution sociale de 1959. Il ne faut pas que les journaux cherchent encore à endormir la conscience hutu sur les dangers d'extermination qui la menacent à l'intérieur du Rwanda mais aussi au même niveau dans toute l'Afrique Centrale Interlacustre. La majorité de la population au Burundi est meurtrie par un régime minoritaire à prédominance tutsi. Le Rwanda qui est arrivé à vivre sa révolution, laquelle a donné au peuple majoritaire l'accès aux rênes du pouvoir, vit sous le spectre d'une guerre de conquête de

ce même pouvoir, acquis par des voies démocratiques. «La Griffe – Ijanja» se trouve donc dans les filets car son option entre parfaitement dans la vision aberrante des Inkotanyi. Son article en question le témoigne.

Les plans tutsi apportent en fait leurs fruits au Burundi et au Rwanda et font encore des véritables ravages. L'expansion hima — tutsi est déjà sûre de deux pays voisins l'Ouganda et le Burundi. Les races bantou de l'Est du Zaïre, du Rwanda, de l'Ouganda, du Burundi et d'une partie de la Tanzanie s'attendent donc à cet asservissement machiavélique. RTP ou Tutsi International Power est là. Les promoteurs agissent partout. On en connaît pas plus qu'un pouvoir international tutsi montre déjà l'effort de conquérir ceux qui tombent sous sa main !

L'expression n'est pas de moi. Sennen A. l'a utilisée dans Jeune Afrique, en novembre 1990. M.D. BAMBANZA l'a aussi utilisée dans son livre «La voie des Intwari».

Il ne suffit pas de dire que tel est hutu pour réfuter l'idée selon laquelle son journal est pro-inkotanyi. Combien qui sont issus de mariages mixtes et gardent encore leur vraie appartenance tutsi, vivent comme ceux-là par ce même sang ou pour des raisons d'intérêts stratégiques ? Pendant que certains recourent à l'augmentation illicite de recettes pour bafouer les règles journalistiques, d'autres manquent de ressources financières pour leur journal qu'ils recourent aux Inyenzi—Inkotanyi.

Tout cela fait que certains, sans en avoir toute la conviction, défendent une presse favorable aux Inkotanyi. Pour d'autres, l'insuffisance

des salaires et des moyens de vivre engendrent des pots-de-vin, tellement qu'une corruption endémique règne dans toutes les régions du monde, sans épargner le Rwanda. Delà, des enchaînements se succèdent pour diffuser et répandre de fausses nouvelles et des informations insensées, tel est l'objectif des Inyenzi-Inkotanyi. Laissez donc les hutu se concerter et s'unir, il ne peut être autrement en ces moments de course à la montre.

La plupart des gens se refusent à crier tout haut mais tout le monde est aujourd'hui conscient que le problème hutu—tutsi est à son niveau le plus élevé. Au lieu qu'il culmine encore davantage, il serait intéressant que nous acceptions de négocier sur base des données historiques réelles, dans la franchise et le dialogue, sans se rejeter la responsabilité. S'attaquer donc à une personne qui crie tout haut les injustices perpétrées contre son ethnie dans le processus démocratique que nous avons entamé, c'est volontairement oublier que les ethnies existent et qu'elles s'efforcent autant que possible de faire identifier leurs vrais problèmes. Les tutsi le font autant, les attaques individuelles n'ont pas pour moi de sens sauf si les personnes attaquées n'avancent en rien la solution au règlement pacifique ou n'apprennent rien au public qui soit de nature à mieux connaître le milieu et saisir les contours évolutifs de la situation politique dans laquelle nous nous trouvons.

Quand la minorité domine la majorité, ce n'est guère intéressant. Comme le vent démocratique souffle de tous les côtés, qu'il ne soit pas un coup de malheur mais un coup du ciel par lequel personne ne sera entravée ni dans l'accomplissement de ses devoirs ni dans la jouissance de ses droits.

S.T.

K023 3620



La valeur de la vie ne
se mesure pas de
par sa longivité.

Requiem pour tous ceux qui sont mort pour la patrie.